

# Le revenu universel inconditionnel

Respectable Loge, Les Amis Fidèles, Orient de Paris, Région 11

Mots-clefs : Crise, Résignation, Changer, Rapport au travail

## Conséquences financières et sociales de la pandémie.

Une pandémie est toujours un accélérateur des crises en cours. Depuis la peste noire au XIV<sup>ème</sup> siècle à celle de 1599 en Espagne, des changements de société sont apparus ou ont été mis en évidence. Celle d'aujourd'hui pourrait-elle accoucher d'un nouveau rapport à notre société ?

Cette nouvelle pandémie a révélé de façon hurlante les disparités de notre monde. Qui aurait pu penser que des gens pourraient quasiment mourir de faim sur le territoire de la 6<sup>ème</sup> puissance mondiale avec un PIB annuel de 2 778 milliards de dollars (derrière les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Allemagne et l'Inde) ?

Dans l'urgence, en effet, des distributions de colis alimentaires ont été effectuées dans nos quartiers populaires. Les associations se sont mobilisées autour de la Banque alimentaire pour la fourniture des denrées avec des paniers repas offrant à chaque fois 3 à 4 jours de produits alimentaires pour des familles de quatre personnes. Au total, l'aide alimentaire a considérablement augmenté. Les distributions ont augmenté de 25%. 8 millions de personnes ont besoin de cette aide (contre 5,5 millions en 2019)

Pourtant malgré des ruptures de stocks pour certaines denrées de base, il n'y a heureusement pas eu chez nous de pénurie alimentaire, contrairement à de nombreux pays dans le monde.

Nous avons réussi à contenir la misère alimentaire en nous mobilisant.

Mais quid de l'augmentation de la misère, du chômage, de l'accès au soin ?

Un million de Français ont basculé dans la pauvreté au cours de la crise sanitaire.

La crise économique due à la pandémie est brutale : choc de l'offre (fermeture d'usines et donc baisse de la production), mais aussi de la demande (baisse de la consommation, augmentation de l'épargne chez ceux qui peuvent se le permettre). En avril 2020, le FMI prévoyait une chute du PIB de 3% dans le monde et de 7,5% dans la zone euro. Les banques mondiales ont mis la main à la poche pour aider les États. Des chiffres vertigineux ont circulé. Primes aux salariés, aux entreprises, chômage partiel distribué. Une récession très forte (de l'ordre de 8%) est anticipée.

Bref, le « quoi qu'il en coûte » a pris la succession du « pognon de dingue ».

## Proposition du revenu universel inconditionnel

Alors, il y a cette vieille idée d'un revenu universel inconditionnel qui a commencé à faire surface.

À commencer par l'Espagne, pendant la période de confinement. Il y a été mis en place un revenu minimum vital fin mai 2020 de l'ordre de 1015€ par foyer (on estime là-bas à 850 000 le nombre de foyers éligibles pour cette nouvelle prestation pour 2,3 millions de personnes). Cette mesure pourrait en fait s'apparenter à notre RSA. En France, le montant de celui-ci est de 564,78€ pour une personne seule, mais peut monter à 1208,74€ pour un parent isolé avec deux enfants (+ 241,74€ par enfant supplémentaire)

Cette idée d'un revenu universel progresse ainsi petit à petit en Europe mais à chaque fois, les gouvernements reculent devant le coût. Ainsi, en Italie, le revenu de base universel est devenu un « revenu de citoyenneté » qui n'est rien d'autre qu'une allocation d'aide aux plus pauvres.

Quant à la Finlande, elle en a fait l'expérimentation dès 2017. À titre expérimental, 2000 chômeurs ont reçu 560€ par mois sans aucune contrepartie, cumulable avec d'autres aides. Mais le gouvernement finlandais n'a pas pérennisé l'initiative, craignant une hausse du déficit en cas de généralisation à toute la population.

Comme on le voit, les tentatives en ce sens sont restées très limitées (voire timides). Pourtant une étude de l'université d'Oxford montre que 70% des Européens soutiennent ce concept.

Certes, ces aides sont conséquentes, mais elles ne s'adressent qu'aux familles les plus démunies et non aux personnes. Elles ne sont en aucun cas des revenus universel inconditionnels, puisqu'elles ne sont ni universelles ni inconditionnelles. On fait la charité (la preuve, même le Pape François en a défendu l'idée) là où il faudrait enfin créer un monde véritablement et concrètement meilleur.

Le but du revenu universel inconditionnel serait ici, non pas de gérer une urgence, mais de « profiter » de cette crise inédite pour « rebondir » sur une nouvelle vision de la société et définir de nouveaux rapports et accès au travail, à la vie en société, à la culture, à l'éducation....

L'idée n'est pas neuve puisqu'il faut remonter au XVI<sup>ème</sup> siècle et à Thomas More (*L'Utopie* en 1516) pour en retrouver les fondements : une île où chacun serait assuré des moyens de sa subsistance sans avoir à dépendre d'un travail. Car c'est fondamentalement de cela dont il est question. Au travers des siècles (de Thomas Paine à Milton Friedman, et son impôt négatif, en passant par des philosophes de la décroissance comme André Gorz ou encore Michel Foucault qui cherchait à libérer l'individu du contrôle social étatique), tout le monde y est allé de sa théorie sur le revenu universel. Certains y voyaient un moyen de ne plus verser par ailleurs d'autres prestations sociales, d'autres la possibilité pour tous de peser dans le rapport État (ou employeur) et Individu (ou employé). De la droite à la gauche, des libertariens aux libertaires, chacun avait sa petite chanson sur le sujet.

Dans le contexte de la pandémie, marqueur désormais incontournable de la société, cette proposition prend un nouveau relief.

## Conséquences d'un revenu universel inconditionnel.

Nous parlons bien ici d'un revenu automatique qui s'adresse à tous les membres de la société sans condition de ressource ni contrepartie, cumulable avec les autres ressources et pour toute la vie. Un nouveau droit constitutionnel en quelque sorte.

Abordons d'abord le sujet qui fâche en premier. La question du financement. Elle est centrale. Elle est également liée bien évidemment à la question du montant. Si nous partons sur une base de 1500€ net par mois (cumulable, on l'a compris avec les autres aides sociales), il pourrait suffire d'utiliser l'impôt sur le revenu. En effet, on pourrait imaginer que, dès lors que tout le monde est à la même enseigne, chacun paierait des impôts (actuellement, moins de la moitié de la population, 44% des ménages, est imposable). On pourrait rétorquer qu'il s'agirait alors de donner d'une main et reprendre de l'autre. Sauf si l'on considère que le niveau moyen de l'impôt est d'environ un mois de salaire, que les enfants qui ne travaillent pas ne sont pas assujettis à l'impôt, il pourrait être alors possible que l'impôt soit partagé par tous les ménages, sans exception.

Ajoutons à cela une augmentation du nombre des tranches d'impôts pour une imposition plus proche de la réalité des revenus de chacun, une taxation des revenus des actionnaires, une taxe sur les machines remplaçant la main d'œuvre, un impôt sur les GAFAM et autres multinationales et le rétablissement de l'ISF pour une véritable solidarité citoyenne (aujourd'hui, les revenus des 0,1% les plus riches explosent, malgré la pandémie) et le financement pourrait être obtenu. En contrepartie, ce revenu universel serait la source pour les bénéficiaires de la création d'une nouvelle société plus juste. Il permettrait à chacun de se réapproprier son rapport au travail. Chacun pourrait alors choisir véritablement son travail, comme salaire d'appoint ou comme revenu principal. Finie la peur de perdre son travail. Le salarié peut alors véritablement négocier son contrat sur des bases de rapport d'égalité avec son employeur. Par ailleurs, de nombreux emplois sont remplacés par des machines. Le progrès technique permettrait de soulager véritablement les salariés et de rééquilibrer les rapports de force employeur-employé. Le travail retrouverait alors tout son sens. De vital, il devient alors choisi, consenti, négocié. Il est également envisageable d'engager plusieurs personnes pour le même poste et réduire ainsi drastiquement le problème du chômage.

Chacun pourrait alors devenir plus libre, en commençant par les loisirs. Le besoin d'argent n'étant plus le problème principal de chacun, nous pourrions redécouvrir la joie de vivre, les rencontres, le développement personnel, l'aide à la communauté par le truchement d'associations caritatives, un rapport différent à la culture... Quand la survie n'est plus la condition première, l'accessoire devient indispensable. La création de nouvelles entreprises serait favorisée, la question de l'investissement s'imposant moins aux banques.

La question de savoir si les bénéficiaires (c'est à dire nous tous) continueront ou pas à travailler n'est pas posée correctement. Ce serait alors au travail à se remettre en question, à donner véritablement envie. Certains "bullshit-jobs" disparaîtraient alors peut-être, la question étant de savoir si ceux-ci sont essentiels ou non à l'activité humaine. Et puis inverser la procédure est aussi intéressant si l'on prend en compte le fait que c'est le travail salarié qui pourrait devenir un revenu d'appoint.

Le rapport à la santé, à la nourriture et au logement pour chacun serait également modifié. Près de la moitié des Français ont renoncé à se soigner faute de moyens (45% selon un sondage de novembre 2019). Quant aux logements, il était estimé en mars dernier que deux millions de personnes vivaient dans des lieux d'habitation dégradés. Près de 9 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté en France. Et rien de tout cela ne va s'améliorer avec la pandémie.

Or, la possibilité de vivre dignement à tous points de vue n'est pas un luxe. Encore moins une récompense, mais un droit fondamental régi par l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « *Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille* ». Cela est d'autant plus scandaleux que notre société française est prospère. C'est la pauvreté qui représente un coût humain.

À partir du moment où la pauvreté retrouve face humaine et respect pour elle-même, c'est aussi la consommation qui repart. Et qui va s'en plaindre ?

À partir du moment où les inactifs d'aujourd'hui, terrassés par la peur de perdre peuvent créer leur entreprise, leur livre, leur spectacle, la concrétisation d'une idée née de temps libéré, c'est toute la société qui en profite. Et qui va s'en plaindre ?

En tant que maçons, nous nous devons de participer à ce combat pour l'émancipation de chacun et pour l'avantage de tous. Il est de notre devoir que plus personne ne passe au travers les mailles du filet de la dignité, seule condition pour que notre humanité profite à tous et non plus seulement à ceux qui ont le luxe d'avoir du temps libre.

**Et si l'argent cessait d'être le moteur de la discrimination pour devenir le moteur de la fin des humiliations.**

**Et si on partageait enfin la culture, la joie de vivre, l'engagement pour d'autres ou pour soi-même.**

**Et si on donnait enfin à chacun le temps.**